

Appel à la grève.

« On met les enseignants et les élèves en danger »

Mercredi, l'inspecteur d'académie a levé un coin du voile sur la future carte scolaire. Et les premières tendances ont jeté un froid sur le corps enseignant, doux euphémisme.

« On espérait 10 postes supplémentaires. Mais selon l'inspecteur, on devrait en perdre 14... alors que les collèges vont accueillir 268 nouveaux élèves » ne décolère pas Cécile Chandavoine, secrétaire départementale du SNES-FSU.

« Certes, on compense en heures supplémentaires. Mais en agissant de la sorte, on risque de fragiliser les postes existants avec des collègues à cheval sur deux établissements » confirme Sylvain Baussier, porte-parole de Force Ouvrière.

À terme, la 'tactique' ébauchée par l'Éducation nationale pourrait conduire à la fermeture d'une centaine de classes (1^{er} degré) et à des concentrations d'élèves : 25,2/classe en collège, 27 en élémentaire et 30 en maternelle **« où on subit de multiples attaques alors que la priorité est d'accueillir les enfants dans de bonnes conditions »** suggère Mathilde Marnière (FSU).

« Une magouille, une entourloupe »

La crise sanitaire ajoute au désarroi des enseignants.

« Les carences sont graves dans ce domaine, le ministre Blanquer veut maintenir les établissements ouverts, là où les cas de contamination se multiplient » peste Pascal Grimbert (SDEN/CGT) alors que son homologue de FO emploie des mots très durs pour fustiger une politique qui **« impacte la santé des personnels et des élèves. »**

Sur la même ligne, Cécile Chandavoine dénonce **« une magouille, une entourloupe »**, car on continue de faire croire que l'Eure gagne en effectifs alors que c'est l'inverse (sic).

« Une saignée sans précédent » acquiesce Sylvain Baussier.

Grève le 26 janvier

Donc, résumons : des postes supprimés, une application impossible du protocole sanitaire faute de moyens humains... autant de (bonnes) raisons pour ressortir

banderoles et slogans !

Mardi 26 janvier, l'intersyndicale appelle donc à un rassemblement devant l'Inspection Académique. L'occasion de stigmatiser les menaces qui pèsent sur l'Éducation nationale et le quotidien de ses fonctionnaires.

« **On réclame une augmentation de salaire pour compenser la perte de pouvoir d'achat, des moyens supplémentaires pour une école ambitieuse, une politique éducative émancipatrice et le maintien des REP** » revendiquent nos interlocuteurs qui n'ont jamais jugé la situation aussi « **dramatique et choquante** »...

A.Guillard



À l'unisson, Sylvain Baussier, Mathilde Marnière, Cécile Chandavoine et Pascal Grimbert déplorent le détricotage du tissu éducatif.